

## Il faut réduire notre attractivité!

Chers lectrices et lecteurs

Ce titre, lu dans mon quotidien préféré, m'a interpellée: qui ose donc claironner un tel message?

Rassurez-vous: Urs Schwaller ne parlait pas là de notre place économique, mais des requérants d'asile. Il faut dire quand même que c'était avant la mort d'Aylan Kurdi, avant la découverte sur un bord d'autoroute autrichienne d'un camion rempli de cadavres d'une septantaine de Syriens.

Toujours est-il que cette injonction n'a pas cessé de tourner dans ma tête. Notre attractivité, qu'il faudrait réduire pour les réfugiés, notre attractivité, qu'il faudrait maintenir voire améliorer pour les grandes multinationales et pour les fortunes gérées en Suisse, y aurait-il un lien entre les deux phénomènes?

Est-ce que les profits des traders en matières premières, imposés aux taux les plus bas à Genève ou à Zoug, sont bien réalisés chez nous? Ou bien devraient-ils plutôt être soumis à l'impôt dans ces pays riches en matières premières? Dans ce cas, l'impôt non prélevé là-bas manque bien sûr. D'où la misère, d'où les conflits – d'où les réfugiés?

Selon le Boston Consulting Group, en 2011 980 milliards de dollars, soit près de la moitié de l'ensemble des avoirs étrangers déposés en Suisse, provenaient d'Asie, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Afrique<sup>1</sup>. Cet argent est composé à hauteur de 50% au moins de capitaux qui échappent au fisc de leur pays d'origine. La perte fiscale qui découle du fait de l'absence de soumission des seuls rendements de ces avoirs à l'impôt peut être estimée à 7.35 milliards de francs par année, soit plus du double de l'aide suisse au développement.

L'Hebdo titrait récemment<sup>2</sup>: «Banque: la Suisse, coffre-fort du dictateur érythréen.» La Suisse est toujours une destination prisée pour l'argent des dictateurs de la planète. Mais cet



**Danielle Axelroud  
Buchmann**

Expert-fiscal diplômé  
Responsable de la  
rédaction en langue  
française  
taxadvice sàrl, Nyon

argent manque en Erythrée, le premier pays d'origine des requérants d'asile en Suisse. Pire: il sert à financer les «groupes d'opposition armés de la région, et même du monde<sup>3</sup>». C'est grâce à ses comptes offshore que l'Erythrée importe des armes du Soudan oriental et soutient des mouvements rebelles en Somalie, au mépris des résolutions onusiennes le lui interdisant<sup>4</sup>. Or, la Somalie figure en bonne place dans les populations de requérants d'asile en Suisse.

Pire encore: certains hauts fonctionnaires érythréens, participant activement aux filières des passeurs, font payer l'équivalent de CHF 3000.– aux déserteurs qui souhaitent passer la frontière en quête d'une vie meilleure. Le groupe de contrôle du Conseil de sécurité de l'ONU révèle que le produit de ce «transfert clandestin» est déposé notamment sur un compte en Suisse, le coordinateur de ce réseau y étant basé<sup>5</sup>.

En 2009 et 2010, Glencore a pu remplir ses caisses grâce à la suspension des exportations russes de blé (que les dirigeants de International Grain, filiale de Glencore, avaient poussé à édicter) et l'augmentation des prix du blé qui en a résulté (+15%). Les populations affamées de l'hémisphère sud ont été les premières victimes de la hausse des prix du blé, si profitable à Glencore<sup>6</sup> (et aux caisses du canton de Zoug).

Notre prospérité n'est-elle pas trop cher payée? Et ne serait-il pas conséquent d'accueillir plus généreusement les victimes du système qui nourrit notre économie?

**Danielle Axelroud Buchmann**

**Responsable de la rédaction en langue française**

---

<sup>1</sup> Fiscalité et développement, Comment l'évasion fiscale handicape les pays du Sud – et ce que la Suisse peut changer, brochure d'information d'Alliance Sud et de la Déclaration de Berne, 2012.

<sup>2</sup> Edition du 20 août 2015.

<sup>3</sup> Selon les enquêteurs des Nations-Unies, cités par l'Hebdo.

<sup>4</sup> L'Hebdo, encore.

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> Swiss Trading SA, Déclaration de Berne (2011).